

Nous sommes seize millions de retraités, et gouvernement et patronat s'en inquiètent. Ils prennent prétexte de ce progrès pour reculer l'âge donnant droit à la retraite, faisant mine d'ignorer que si l'on vit plus vieux c'est surtout parce que l'on travaille moins longtemps et moins durement. Il fut un temps où l'âge de la retraite était proche de la fin de vie. C'était avant le Front populaire, le Conseil national de la Résistance et les luttes sociales qui ont parcouru le XXe siècle. **Et il faudrait aujourd'hui renoncer à ces conquêtes et adhérer aux logiques de l'austérité ?!**

Mais l'austérité a-t-elle favorisé l'investissement dans l'économie du pays et résorbé le chômage ? Amélioré les conditions de vie et de travail dans les villes et les campagnes ? Désendetté la France ? **Non.** Après des années de privations au nom de la compétitivité, les fermetures d'entreprise se multiplient, le chômage augmente malgré les radiations, la pauvreté s'étend et atteint plus de 14 % de la population, la dette de la France a doublé en 10 ans. **A l'inverse, et ceci explique cela**, les profits des sociétés du CAC 40 ont fait un bond de 38 % au premier semestre 2015 alors que leur chiffre d'affaires n'augmente que de 3 %. Voire même diminue pour certains groupes ! En 30 ans, le total des dividendes versés aux actionnaires a été multiplié par 20 quand la masse salariale ne l'était que par 4,5 !

C'est cette spirale qu'il faut inverser. Défendre les revendications des retraités est non seulement indispensable pour eux-mêmes mais également pour redresser l'économie et restaurer la confiance. Car les retraités contribuent au développement de la société comme consommateurs et au travers de multiples activités d'intérêt général et social indispensables. Cela va de la garde des petits-enfants, à l'aide aux devoirs mais aussi de l'engagement dans des associations, les syndicats, les conseils municipaux... 4 millions de retraités sont des aidants.

Nous voulons vivre dignement une retraite méritée !

Par notre travail, nous avons produit les richesses qui ont permis le développement de la nation et la solidarité entre générations. A la retraite, nous accompagnons les nouvelles générations et favorisons le lien social. Au lieu de nous stigmatiser le gouvernement serait bien inspiré de nous écouter. Mais il nous écouterait si nous sommes nombreux à l'interpeller (et nombreux bien sûr à la CGT) pour soutenir des revendications qu'il est urgent de satisfaire.

⇒ **Parce que les convictions n'ont pas d'âge**

⇒ **Parce que l'austérité n'épargne pas les retraités**

⇒ **Parce que notre système de santé est en danger**

⇒ **Parce que la retraite est attaquée de toutes parts**

C'est pourquoi neuf organisations de retraités ont appelé l'ensemble des retraités à faire du 10 mars une journée d'action forte pour exiger la revalorisation de leur pouvoir d'achat(UCR-CGT, UCR-FO, UNAR-CFTC, UNIR-CFE-CGC, SFR-FSU, UNIR-Solidaires, FGR-FP, LSR, Ensemble & solidaires-UNRPA).

Un pouvoir d'achat en baisse constante, le constat est sans appel : depuis le 1er avril 2013 aucune revalorisation des pensions n'a eu lieu, à l'exception de celle, dérisoire, de 0,1 % en octobre dernier, tandis que les retraites complémentaires sont bloquées pendant trois ans.

Le montant des pensions stagne mais la fiscalité, elle, augmente ! A la suppression de la demi-part fiscale pour les veuves et les veufs s'ajoute la fiscalisation dans la loi de Finances 2016 de la majoration de 10 % des pensionnés ayant eu au moins trois enfants. « **Le cumul de ces deux mesures a entraîné une surimposition démesurée : des retraités ont vu leur imposition doublée, voire triplée.** » soulignent les neuf organisations dans une lettre adressée à Michel Sapin, ministre des Finances.

Le résultat c'est une régression sensible du pouvoir d'achat des retraités, qui rend difficile, parfois impossible, de se soigner, de se loger et même de se nourrir. Au point que 10 % des retraités vivent désormais sous le seuil de pauvreté.

Des pensions de reversion menacées ; après l'acceptation par trois syndicats de la fusion des régimes de l'ARRCO et de l'AGIRC, il y a fort à craindre que le droit à l'ouverture des droits soit aligné sur le moins favorable, l'AGIRC, à 60 ans, alors qu'il est ouvert à 55 ans pour l'ARRCO. Le MEDEF étudie par ailleurs l'idée d'une baisse des réversions de 60 à 54%. Et ce que veut le Medef, le gouvernement y consent...

Ce que veulent les retraités :

- La fin du gel des pensions du régime général, des régimes spéciaux et des régimes complémentaires et un taux de réversion fixé à 75 %
- L'indexation des pensions sur l'évolution des salaires et un minimum équivalant au SMIC pour tout retraité ayant eu une carrière complète
- Le rétablissement de la demi-part supplémentaire pour toute personne ayant élevé au moins un enfant et l'exonération fiscale des majorations de pensions pour charges de famille

Plus généralement, les retraité-e-s veulent pouvoir vivre dignement de leur retraite

Mais au moment où medef, gouvernement et leurs chiens de garde médiatiques tentent de corseter le mouvement social, celui-ci au contraire prends forme autour de la loi travail qui suscite de plus en plus de rejet parmi les travailleurs qu'ils soient en activité, en formation ou à la retraite.

Projet de réforme du code du travail qui transforme en fait notre modèle social. Un catalogue d'articles de loi se traduisant par un recul historique des droits sociaux des salariés et l'éclatement des garanties collectives au bénéfice du capital.

Ainsi, une pétition citoyenne a recueilli plus d'un million de signatures en quelques jours ! Hier soir un rassemblement comptant de nombreux participants, parmi lesquels beaucoup de jeunes, malgré la pluie, se tenait ici même contre ce projet de démantèlement du code du travail...

Une forte journée d'action est en construction pour le 31 mars. D'autres peuvent surgir d'ici là...

Certes le gouvernement va modifier les éléments les plus critiqués de son texte pour tenter d'obtenir l'accord des syndicats réformistes. En clair diviser le front syndical pour faire passer l'essentiel de son projet. C'est pourquoi il est important que le mouvement social se renforce encore.

D'autant que le syndicalisme a vécu ces derniers mois des attaques sans précédent : Air France avec l'affaire de la chemise et des syndicalistes licenciés et en attente de jugement, Goodyear avec des responsables syndicaux condamnés à de la prison ferme, plus près de nous les salariés du casino de Port Saint Louis du Rhône convoqué à la gendarmerie pour vol de bonbons ou encore les délégués CGT harcelés chez Transgourmet à Saint Martin de Crau. Leur point commun : avoir défendu l'emploi !

Les présidents et les gouvernements se suivent et se ressemblent terriblement ! Tout pour le medef et la finance, rien pour le peuple. Ce n'est évidemment pas l'extrême-droite qui sous couvert de quelques slogans pompés dans les revendications du monde du travail changera les choses, puisqu'il ne remet pas en cause le capital, bien au contraire il le conforte...sans compter avec sa sale manie de dresser des catégories de population les unes contre les autres alors que nous avons besoin de tant de solidarité.

Une seule issue : dans les jours et les semaines qui viennent, Lycéens, étudiants, salariés, chômeurs et bien sûr retraités, retrouvons nous tous ensemble dans la rue pour sauver ce qui reste de notre modèle social et même reconquérir ce qui nous a déjà été pris.

Merci...